

Pour un New Deal vert international

Partage international n° [370](#) - Juin 2019

La survie de l'humanité repose dorénavant sur le mouvement mondial qui exigera un New Deal vert international.

Ainsi parlent Yanis Varoufakis et David Adler, auteurs d'un récent article dans *The Guardian* : « *Il est temps que les nations s'unissent autour d'un New Deal vert international* ».

Ils écrivent : « *Plusieurs pays ont proposé leur propre version d'un New Deal vert, mais le changement climatique ne connaît pas de frontière. Il faut une réponse mondiale.* »

Ils suggèrent que les campagnes pour un New Deal vert en Europe, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis se coordonnent dans un cadre d'envergure mondiale.

« *Il faut un New Deal vert international : un plan pragmatique pour atteindre 8 000 milliards de dollars (5 % du PIB mondial) chaque année, coordonner ces investissements dans la transition vers les énergies renouvelables et s'engager à fournir aux pays une protection climatique sur la base de leurs besoins plutôt que celle de leurs moyens.* » Ils suggèrent de prendre pour modèle le plan Marshall qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, et même de le nommer : OEEC (Organization for Emergency Environmental Cooperation - Organisation de coopération pour l'urgence environnementale), le même acronyme que le plan Marshall : Organization for European Economic Cooperation (Organisation pour la coopération économique européenne), qui avait pour but de reconstruire les infrastructures et de coordonner les approvisionnements énergétiques de l'Europe.

Reliant cette proposition au New Deal originel de Roosevelt, les auteurs expliquent : « *Son plan était destiné à ceux que l'espoir avait quitté, il leur a inspiré l'idée qu'il existait une alternative. Qu'on*

peut utiliser des ressources inexploitées pour le service public. Cela a été entendu par les déshérités et a offert des opportunités aux entrepreneurs.

C'est vrai aussi pour le New Deal vert international qui mobilise les finances publiques pour attirer les investissements privés et rassembler un fonds de transition de 8 000 milliards de dollars. Comme dans le New Deal originel, le financement public impliquera un mélange d'impôts et de titres obligataires. Concernant les impôts, il est possible de fixer un taux mondial minimal de taxes sur les sociétés qui sera redistribué. Concernant les titres, les banques d'investissements publics (dont les Banques européennes d'investissement, la Banque mondiale et la KfW, la banque de développement allemande) peuvent coordonner l'émission d'obligations vertes que les principales banques centrales s'accorderont à soutenir sur le marché secondaire. »

Les auteurs concluent par un appel à l'action : « *L'intérêt d'un New Deal vert international est d'éviter les embûches des politiques de guerre froide et d'unir l'humanité dans le seul projet capable de préserver une planète habitable. Pour ce faire, néanmoins, nous avons besoin d'un puissant mouvement international pour exiger de nos leaders qu'ils commencent à agir au-delà de leurs propres frontières. Mettons-nous y. Les enfants nous regardent.* »

Sources : The Guardian

Thématiques :

Rubrique : [S.O.P. — Sauvons notre planète](#) (« Les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade... Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, 8 septembre 2012.)